

Article on the EU US relations after the 2020 Elections

Après une élection unique et ubuesque, les Américains ont désigné Joe Biden pour devenir le 46ème Président des Etats Unis d'Amérique. Candidat privilégié par l'Union européenne après 4 ans sous tensions avec l'Administration Trump. Se voulant informative, cette note succincte exposera les relations probables entre l'Union européenne et les Etats Unis pour les 4 ans à venir.

Perçus autrefois comme alliés par l'Union européenne, les relations avec les Etats Unis se sont détériorées sous la présidence Trump. Tweets critiques, soutien aux partis populistes et en faveur d'un hard-Brexit tels sont les points qui ont irrité l'Union européenne. A tel point que jamais les relations entre l'UE et les USA aura atteint un niveau aussi critique, et ce même durant la période de la guerre d'Irak.

Suite à ces quatre années compliquées, l'élection de Joe Biden donne l'espoir d'une relation transatlantique pacifiée même si nombre de problématiques demeurent.

Commerce

Suite à l'annonce de la victoire de Biden, l'Union européenne a exprimé son optimisme concernant les relations commerciales entre l'Union européenne et les Etats Unis. Les tensions commerciales demeurent le dossier prioritaire pour les deux partenaires. Même si les échanges entre les USA et l'Union européenne ont représenté 1300 milliards de dollars en 2018, selon Eurostat, la situation reste tendue, en raison de l'affaire Airbus v. Boeing et des tarifs douaniers imposées par Donald Trump.

Depuis les années 1990, les relations commerciales sont ponctuées de haut et de bas dans le cadre de l'affaire Airbus/Boeing, les USA remettant en cause les aides financières européennes apportées à Airbus. Ces tensions se sont exacerbées sous l'administration Trump.

Depuis 2018, les tensions commerciales se sont intensifiées suite à l'imposition de tarifs notamment sur l'aluminium et l'acier. Pris sur la base de la section 232 du Trade Expansion Act, les taxes douanières avaient pour objectif de réduire le déficit commercial américain vis-à-vis de l'Union européenne. Suite à cette annonce des mesures de rétorsion en annonçant l'imposition de taxes sur divers produits américains notamment les jeans Levi's ou encore les automobiles Harley Davidson.

Par la suite, les tensions se sont accrues suite à la décision rendue par l'OMC. En 2019, l'OMC a autorisé l'imposition de sanctions envers Airbus, estimant que le constructeur européen avait perçu des aides indues, ce à quoi le Président Trump a réagi en imposant de nouvelles taxes douanières sur les avions et différents produits notamment les whiskies. Une fois n'est pas coutume, l'Union européenne a répliqué en imposant divers produits américains.

En octobre 2020, l'OMC a rendu sa décision relative à l'affaire Boeing, statuant que l'Union européenne pouvait appliquer des sanctions tarifaires allant jusqu'à 4 milliards de dollars sur les produits importés. Suite à cette décision, l'Union européenne a appelé à la collaboration avec les États Unis. Toutefois, en l'absence de réponses du côté américain, l'Union européenne, le 9 novembre, a annoncé la taxation de nouveaux produits européens. Cependant, la Commission européenne s'est montrée encline à renégocier ces mesures et à travailler avec la nouvelle administration. Le Commissaire au Commerce et Vice Président de la Commission européenne, Valdis Dombrovskis, a

déclaré que l'Union européenne était prête à suspendre et retirer les taxes européennes sur les produits américains, si les Etats-Unis faisaient de même.

Prompt au dialogue et au libre-échange, l'élection de Joe Biden peut laisser espérer des négociations apaisées; laissant espérer la fin d'imposition des droits de douane envers les produits européens, même si ce dernier ne s'est pas officiellement exprimé sur ce point.

Toutefois, il faut noter que le conseiller de Joe Biden, Antony Blinken, a déclaré en octobre 2020 devant la Chambre du Commerce américaine, a déclaré vouloir négocier les règles européennes relatives aux produits agricoles, qui défavorise les "farmers" américains. L'agriculture étant un point sensible et clé pour les Européens, ce point pourrait un devenir une question délicate avec l'administration Biden.

Environnement

La promesse du nouveau Président élu Joe Biden de rentrer, de nouveau, dans l'Accord de Paris a été accueillie positivement par l'Union européenne. Reste à savoir si les Etats-Unis respecteront les objectifs de l'Accord. Au niveau national, Joe Biden promet également une action significative envers l'environnement avec un projet de dépenses de 7.900 millions de dollars. Ce changement envers la politique environnementale pourrait venir renforcer les relations avec l'Union européenne, qui a fait de la lutte contre le réchauffement climatique son action-clé notamment à travers l'initiative du Green Deal.

Défense

Le lundi suivant l'annonce par de l'Agence officielle de presse, Jens Stoltenberg a félicité le candidat démocrate en saluant la victoire d'un *'fervent défenseur de l'OTAN'*. Lors de son mandat de Vice Président sous l'Administration Obama, Joe Biden avait eu un rôle prédominant sur les questions internationales. Lors de sa campagne électorale, le futur Président déclarait soutenir l'OTAN, considérant cette alliance comme exemplaire. Discours tranchant clairement avec Donald Trump qui menaçait de sortir de l'organisation.

Malgré son discours, la position américaine, pour sa part, devrait rester inchangée. Tout comme le président sortant, le Président Biden continuera à faire primer les intérêts américains et demandera une devrait une contribution financière plus importante à l'OTAN de la part des Européens. De plus, l'Administration Biden attendra plus d'initiatives pour sa propre défense et sécurité. Même si l'élection de Biden peut traduire un regain de l'OTAN et la sortir de *'sa mort cérébrale'*, la position américaine envers l'Union européenne reste semblable.

GAF

Depuis maintenant 2019, l'Union européenne, et en particulier la France, souhaite sévir sur le point des GAF en imposant une taxe dite *"taxe GAF"*. En raison des différents régimes fiscaux existants, les grandes entreprises du numérique, basées principalement en Irlande, ne sont quasiment pas imposées en raison du régime fiscal irlandais. Perçue comme une évasion fiscale à l'échelle internationale, la France avait mis en place la taxe sur le numérique en 2019 avant de se rétracter. En effet, lors du G7 en 2019, le Président Macron et le Président Trump avaient trouvé un compromis en annonçant la suppression de la taxe française et des négociations sur ce point dans le cadre de l'OCDE. Toutefois, le Président américain s'était rétracté en refusant des négociations dans le cadre

de l'OCDE sur une la fiscalité numérique, qui aurait principalement touché les entreprises américaines.

Sur ce point, la position du nouveau Président reste une grande inconnue. On peut supposer que la position américaine ne changera point sur la taxation des multinationales du numérique. En 2011, Barack Obama ainsi que Joe Biden avaient lutté contre la taxation d'Apple en Irlande. Souhaitant défendre les intérêts américains et des entreprises américaines, il est probable que Joe Biden rejette contre une taxation envers les multinationales du numérique.

Chine

Toutefois, le sujet le plus délicat reste aujourd'hui la Chine. Les relations sino-américaines s'avèrent actuellement critiques, certains utilisent même l'expression de guerre froide. Sur ce point, la nouvelle présidence démocrate ne saurait changer ce constat; les Démocrates et les Républicains s'accordent sur une position stricte envers la Chine . Contrairement aux Etats-Unis, l'Union européenne n'a pas adopté une position si dure vis-à-vis son partenaire chinois. La position 'clément' de l'Union européenne vis-à-vis de la Chine pourrait contrarier la future administration américaine. De nombreux spécialistes soulignent que le Président Biden pourrait demander à l'Union européenne de prendre des mesures plus sévères envers la Chine afin de contrer son influence sur la scène internationale, et notamment sur le sujet de la 5G.

Il faut relever que ces derniers mois, l'Union européenne lève le ton contre le Chine en raison du manque de réciprocité entre les deux partenaires et de la situation hongkongaise. Cependant, l'Union européenne pourrait décider d'adopter une position différente que celle adoptée par Washington. La Chine reste un partenaire commercial majeur pour l'Union européenne. Ainsi, tout en désirant maintenir une pression sur la Chine, les Européens pourraient privilégier une position qui ne préjudicie ni les Etats-Unis ni sa relation avec la Chine.

Même si l'élection du candidat démocrate donne un nouveau souffle à la relation transatlantique, les Européens ne se font pas d'illusions. L'élection de Joe Biden ne signifie pas la fin des tensions commerciales ni un retour à une situation semblable sous l'Administration Obama